

vendredi, 03 janvier 2014 11:52

Irak : où est le centre de commandement d'Al-Qaïda ?

IRIB- Les forces armées irakiennes, ont entamé une vaste opération, sur ordre du Premier ministre, Nouri al-Maliki,

pour mettre fin aux sit-in et aux protestations qui ont lieu depuis un an sur une place centrale de la ville d'al-Ramadi, chef-lieu de la province irakienne d'al-Anbar.

Selon des sources proches du gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki, ce centre de rassemblement des opposants au gouvernement de Bagdad s'était transformé en un foyer des terroristes liés à al-Qaïda.



Selon l'agence de presse Tasnim, le nom de Nouri al-Maliki semble faire bien peur aux terroristes takfiris et à leurs peu nombreux soutiens en Irak. Finalement, après un an de sit-in organisé par des éléments qui s'opposent au gouvernement du Premier ministre irakien, et qui sont directement soutenus par des pays étrangers, surtout certains régimes arabes de la région, le gouvernement est intervenu pour mettre fin à ces protestations, à la demande des habitants de la province d'al-Anbar, des chefs de tribus locales et des personnalités politiques de cette province.

L'objectif de l'opération menée par l'armée irakienne dans la province d'al-Anbar était de nettoyer cette région de la présence des éléments terroristes liés à al-Qaïda, en mettant fin aux sit-in et au rassemblement populaire qui étaient exploités par les terroristes takfiris qui se cachaient ainsi parmi les rangs des participants à ces rassemblements populaires.

Par ailleurs, l'armée a repris ses opérations dans les déserts de la province d'al-Anbar pour pourchasser les éléments du groupe terroriste de l'Etat islamique en Iran et au Levant. Mardi dernier, le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki a annoncé que les forces armées irakiennes poursuivront leurs opérations dans cette région jusqu'au démantèlement total des groupes terroristes liés à al-Qaïda. Dans le même temps, Nouri al-Maliki a demandé aux représentants de la minorité de ne pas réaliser leur décision concernant une démission collective pour protester contre les démarches du gouvernement. Le Premier ministre a estimé que la prise d'une telle décision par les représentants de la minorité ne rendrait service aux ennemis de l'Irak et à certains régimes rétrogrades arabes de la région qui semblent ne pas avoir pardonné le peuple irakien pour permettre la chute de l'ancien dictateur de Bagdad, Saddam Hussein.

Dans un communiqué, publié ces derniers jours, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki s'est adressé aux habitants de la province d'al-Anbar et de son chef-lieu la ville d'al-Ramadi, pour les remercier d'avoir soutenu les opérations des forces armées irakiennes pour mettre fin aux sit-in et aux rassemblements suspects des opposants. Ces rassemblements permettaient aux éléments terroristes et aux takfiris et aux salafistes soutenus par les pays étrangers de se cacher dans les rangs des habitants de la province d'al-Anbar.

Dans son communiqué, le Premier ministre Nouri al-Maliki a souligné que le gouvernement bénéficiait aussi de la coopération du gouvernement local d'al-Ramadi et des chefs des tribus et des oulémas de la province d'al-Anbar qui demandaient eux aussi l'évacuation de la place centrale du chef-lieu de la province d'al-Anbar.

En outre, le Premier ministre irakien a fait état de sa ferme volonté pour éradiquer les groupes liés à al-Qaïda en Irak Malgré les positions défaillantes prises par certains groupes politiques et les mauvaises évaluations politiques de la part de certaines personnalités chiïtes comme Motada al-Sadr à l'égard de la nécessité de la lutte contre le terrorisme, Nouri al-Maliki et les responsables de son gouvernement insistent sur la poursuite de l'opération anti-terroriste dans la province d'al-Anbar.

A présent, les forces de l'armée et de la police irakiennes sont en train de poursuivre les terroristes takfiris et les éléments liés à al-Qaïda dans leurs cachettes situés dans le désert de la province d'al-Anbar.

Le Premier ministre a rendu hommage aussi aux activités du ministre de la Défense, du gouverneur d'al-Anbar, et au président du conseil provincial, ainsi qu'aux personnalités et aux commandants locaux qui ont tous contribué aux opérations qui visaient à mettre fin aux sit-in qui duraient depuis près d'un an dans la province d'al-Anbar, ou plus précisément au chef-lieu de cette province, la ville d'al-Ramadi. Nouri al-Maliki a fait état aussi de sa ferme volonté de résoudre les problèmes économiques des habitants de la province d'al-Anbar. Il a demandé à tous les ministères de prêter des services aux habitants de la province. Il s'agit également du projet de la reconstruction 'un pont sur la route principale de la province d'al-Anbar, détruit lors des attaques des éléments terroristes liés à la-Qaïda.

Le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, dit que la guerre contre le terrorisme en Irak est une « guerre saine » dont le but est d'assurer la stabilité du pays et la sécurité de toutes les régions irakiennes. Il insiste que l'objectif de cette guerre sainte serait aussi d'expulser les mercenaires et les terroristes soutenus par certains régimes arabes de la région qui rêvent encore de rétablir en Irak le régime déchu des baathistes, une dizaine d'années après la chute du gouvernement de l'ex-dictateur de Bagdad, Saddam Hussein.

En outre, des médias arabes font état des derniers jours de la décision de 44 députés du Parlement irakien, membre de la fraction de « Motahedoun » (les Alliés) dirigé par le président du Parlement, Iyad Allaoui, pour protester contre les politiques du gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki.

Mais qui orientent et financent les opérations menées par les terroristes liés à al-Qaïda en Irak ? Dans ce domaine, certains analystes évoquent la responsabilité des hommes politiques ou des députés du Parlement qui prennent parfois des positions irresponsables par rapport aux groupes terroristes et les groupes armés. Certains responsables irakiens accusent ces milieux intérieurs d'être liés aux puissances régionales et internationales, notamment les services de renseignement de l'Arabie saoudite.